

MOTION ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024

Adoptée par l'Assemblée Générale de France Nature Environnement le 15 juin 24

France Nature Environnement, la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement, porte-parole d'un mouvement de 6 000 associations, présentes sur tout le territoire français, en hexagone et outre-mer, réunie en Assemblée Générale le 15 juin 2024 :

Constatant que les idées d'extrême-droite ont recueilli un nombre très important de voix lors des élections européennes du 8 et 9 juin 2024 ;

Constatant que la crise démocratique et de la représentation se poursuit, avec près d'un membre sur deux du corps électoral qui ne s'est pas rendu dans les bureaux de vote ;

Constatant que, lors des élections législatives prévues suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale, le risque est fort que les partis portant ces idées d'extrême-droite remportent un score analogue et, se retrouvent alors en situation de gouvernement ;

Constatant que malgré ces faits, sondage après sondage, la crise écologique reste une préoccupation majeure pour la majorité des Français.es ;

Constatant que les idées d'extrême-droite sont incompatibles avec les valeurs de solidarité et d'humanisme inscrites dans les statuts de FNE ;

Ayant pu constater à de nombreuses reprises que les votes des représentant.es de ces idées d'extrême-droite, que ce soit au niveau local, national ou européen, visent à encourager des systèmes de production et de consommation incompatibles avec la préservation du vivant, et cherchent à faire régresser le droit de l'environnement ;

Constatant que les idées d'extrême-droite sont une menace grave envers l'État de droit, les services publics les libertés associatives en général et envers les associations de protection de l'environnement en particulier ; ainsi que pour les libertés de manifestation, d'expression et d'information, de même que pour l'accès à la justice ;

Constatant que la régression sans précédent du droit de l'environnement et des libertés associatives, engagée par la majorité relative actuelle, et la politique du Président de la République, rendent impossibles les transformations écologiques et sociales nécessaires pour répondre à l'urgence écologique et compliquent la mise en œuvre de notre objet statutaire ;

En conclut que le succès de ces idées lors des prochaines élections serait une grave menace à la fois pour notre planète et notre démocratie ;

Rappelle que le fait d'être statutairement "indépendante des organisations politiques" (ou "apartisan") n'exclut pas la nécessité de prendre des positions politiques fortes lorsque des circonstances politiques graves l'exigent.



En conséquence, l'Assemblée Générale réunie ce jour :

Appelle tous les électeurs et les électrices à s'unir contre les idées de l'extrême-droite, en votant pour un programme mettant le Vivant et les plus vulnérables d'entre nous au cœur de ses préoccupations, défendant les libertés démocratiques et des politiques à même de répondre aux défis écologiques, économiques et sociaux de notre époque.

